

- ou la rubrique 2.1.5.0², relative aux rejets d'eaux pluviales, si les travaux relèvent d'un aménagement modifiant les écoulements d'un bassin versant ;

1. supérieure ou égale à 20 ha³ => aménagement soumis à autorisation.

2. supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha => aménagement soumis à déclaration.

Est concernée par l'élaboration d'un dossier Loi sur l'Eau à destination des services de l'Etat tout maître d'ouvrage, public ou privé, dont le projet d'aménagement dépasse les seuils ci-dessus. Le dossier peut être soumis par un représentant de la maîtrise d'ouvrage.

Délais d'instruction :

Si le projet est soumis à procédure de déclaration « police de l'eau » :

Si le dossier est complet (présence des pièces mentionnées dans l'article R 214-32 du code de l'environnement), le Gaielnet Unique de l'Eau (GUE) adresse un récépissé de déclaration dans les 15 jours suivant l'enregistrement au GUE.

ATTENTION : ce récépissé ne vaut pas autorisation de réalisation.

La régularité du dossier (examen du fond) est ensuite étudiée par le service chargé de la police de l'eau.

À l'issue de la procédure, un accord ou une opposition à déclaration est formulée.

Le délai global à compter de la réception du dossier complet et régulier est de 2 mois maximum.

Si le projet est soumis à procédure d'autorisation « police de l'eau » :

- réalisation d'une enquête publique sous la responsabilité de la préfecture,
- consultation du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,
- prise en compte des observations et rédaction d'un projet d'arrêté préfectoral par le service chargé de la police de l'eau, instructeur.

À l'issue de la procédure, un arrêté préfectoral d'autorisation ou un refus motivé est pris.

Le délai global pour l'ensemble de la procédure est d'au moins 10 mois en moyenne.

3. Entreposage de matériaux en transit et préparation au transport :

Avant réutilisation ou commercialisation, les matériaux peuvent être entreposés de manière transitoire en un lieu délimité différent du chantier d'extraction. Un tel stockage relève des ICPE (rubrique 2517) et, selon la surface d'emprise des installations, relève du régime de la déclaration (surface comprise entre 5 000 m² inclus et 10 000 m² exclus), de l'enregistrement (surface comprise entre 10 000 m² inclus et 30 000 m² inclus) ou de l'autorisation (surface supérieure à 30 000 m²).

Un tel stockage peut également relever de la nomenclature « loi sur l'eau » s'il modifie ou s'expose au libre écoulement des eaux.

De plus, ce type d'activité doit être compatible avec les règles d'urbanisme, et la déclaration ou autorisation au titre des ICPE ne dispense pas le bénéficiaire des formalités de voirie et de permis de construire.

Les opérations de préparation des matériaux à leur transport en dehors de l'emprise de leur récupération constituent des opérations de valorisation.

A contrario, les opérations de concassage ne constituent pas des opérations de valorisation agricole et doivent être réalisées dans des installations régulièrement exploitées et conformes aux réglementations applicables, notamment vis-à-vis des documents d'urbanisme opposables.

Autres points devant faire l'objet d'une attention lors de l'examen de la compatibilité de l'opération avec la réglementation :

- le plan de prévention des risques naturels,
- le classement en espace remarquable du littoral,
- le classement en EBC (défrichement),
- le classement en zone naturel N,
- le servitude de périmètre de protection rapprochée de captage,

4/ TGAP :

Les matériaux des ardoisiers qui, après récupération dans les champs, viendraient à être concassés et/ou criblés en grains dont la taille serait inférieure à 125 mm, doivent être posés préalablement à leur première mise sur le marché intérieur par un système à précision commerciale et déclarés par l'exploitant aux fins de paiement de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) prévue à l'article 265 sexies du Code des Douanes qui s'applique à la mise à la consommation des matériaux d'extraction, même si les travaux d'extraction ne sont pas soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

² 2.1.5.0 Rejet d'eaux pluviales dans les eaux directes superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.

³ Les modalités de calcul de la surface du bassin versant intercepté sont présentées en annexe 1